



N/Réf: 101684

Dossier suivi par : Cynthia Schneider &
Nicolas Schmitz

Tél : 247-86865/247 86819

Email: cynthia.schneider@mev.etat.lu
/ nicolas.schmitz@mev.etat.lu

**Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences
de certains plans et programmes sur l'environnement (article 7.2)**

Avis de la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

**sur le rapport sur les incidences environnementales se rapportant à la modification ponctuelle
du plan d'aménagement général (PAG) de la commune Parc Hosingen concernant des fonds sis
au lieu-dit « Auf der Schwasselsbach »**

I. CONTEXTE

I.1 Obligations légales

La directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 pose le principe que tous les plans et programmes en matière d'aménagement du territoire susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale stratégique (EES). Elle instaure un système d'évaluation préalable des effets que peuvent avoir des projets publics ou privés sur l'environnement, ceci au stade de leur planification.

La directive a été transposée en droit national à travers la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (ci-après loi EES).

Les obligations qui en résultent pour le maître d'ouvrage comprennent la rédaction d'un rapport sur les incidences environnementales (ci-après le rapport environnemental) ainsi que la consultation du public, le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ainsi que toute autre autorité ayant des responsabilités spécifiques en matière d'environnement entendus en leurs avis.

I.2. Modalités procédurales

En date du 15 juin 2023, l'Administration communale Parc Hosingen a soumis pour avis le rapport environnemental élaboré par le bureau d'études Oeko-Bureau s.à.r.l se rapportant à la modification ponctuelle (mopo) du plan d'aménagement général de la commune Parc Hosingen concernant des fonds sis au lieu-dit « Auf der Schwasselsbach ». Le projet prévoit de classer une surface d'environ 6 ha en tant que zone d'habitation 1 (HAB-1), zone d'activités économiques communale type 1 (ECO-c1) et zone de bâtiments et d'équipements publics – équipements techniques alimentation en eaux potables, assainissement et rétention des eaux (BEP-et). La zone HAB-1 (exécutée via 3

plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » (PAP NQ)) constitue majoritairement une nouvelle zone destinée à être urbanisée d'environ 5 ha qui est desservie en partie par une voie de délestage (représentée sur la partie graphique en tant que « couloir pour projets routiers ») projetée en limite de la zone Hab1. Les bords au Sud et Sud-Est des terrains à classer sont superposés d'une zone de servitude « urbanisation – paysage 7 » (Hosingen « Auf der Schwasselsbach ») (SU P7). Par ailleurs, une zone de servitude « urbanisation – N « Auf der Schwasselsbach » » (SU N-Sch) prévoit le maintien d'une haie traversant la zone PAP NQ HAB-1 d'Est en Ouest.

Selon les dispositions de l'article 6.3 de la loi EES, un premier avis a été émis en date du 10 mai 2022 sur l'ampleur et le degré de précision des informations que devrait contenir le rapport environnemental à élaborer pour le projet de modification ponctuelle du PAG au lieu-dit « Auf der Schwasselsbach ». L'avis souligne, entre autres, la nécessité d'évaluer les effets notables sur les biens environnementaux « population et santé humaine », « flore, faune et biodiversité », « eau », « sol » ainsi que « paysage ».

En vertu de l'article 7.2 de la loi EES, le Ministre est chargé d'émettre son avis sur l'évaluation environnementale stratégique à deux niveaux : d'une part, sur la qualité du rapport environnemental, et, d'autre part, sur la prise en compte des enjeux environnementaux par l'autorité communale dans le cadre de la modification ponctuelle du PAG proprement dite.

A noter qu'une réunion de concertation en présence de l'autorité communale Parc Hosingen, du bureau d'études CO3, du Ministère de l'Intérieur et du Ministère de l'Environnement et du Climat et du Développement durable (MECDD) a eu lieu en date du 31 mars 2021 au sujet du Masterplan Hosingen. Le projet de modification ponctuelle du PAG au lieu-dit « Auf der Schwasselsbach » en fait partie.

D'autant plus, l'autorité communale a demandé au MECDD un préavis en date du 21 février 2023 concernant la construction de deux bassins de rétention en zone verte. La réponse de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) date du 19 juillet 2023.

A noter encore que l'Administration de la nature et des forêts (ANF) n'a pas encore été saisie d'une demande d'autorisation en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (loi PN) pour la construction de la prédite voie de délestage à réaliser en zone verte. Les auteurs du rapport environnemental informent uniquement que « *Die Verbindungsstrasse zwischen Hauptstrooss und Esberwe ist im Gesetz¹ zur Umgehungsstrasse Hosingen verankert* » (rapport p. 24) sans fournir davantage d'explications par rapport à la situation actuelle des procédures d'autorisation.

Le présent avis se résume aux considérations relevant des attributions du Ministre, sans préjudice des remarques à formuler par les autres autorités compétentes.

II. ANALYSE DU RAPPORT SUR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES

II.1. Qualité générale du rapport environnemental et remarques générales

Le dossier soumis pour avis comprend le projet de modification ponctuelle du PAG soumis à la délibération du conseil communal en date du 25 mai 2023 en vertu de l'article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et le rapport environnemental datant de mai 2023. Le rapport comporte en son annexe :

- tous les documents (Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP) – SUP Phase 1, screening faunistique, évaluation des incidences sommaires, avis d'expert, etc.) déjà élaborés pour la première phase de l'EES,

¹ Il s'agit de la loi de financement du contournement de Hosingen.

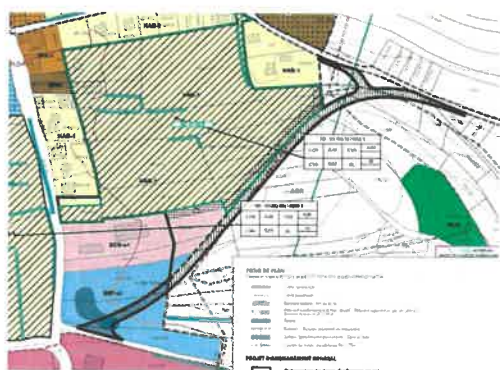
- une étude de terrain en relation avec les chiroptères, l'avifaune et les espèces aquatiques et semi-aquatiques (« Faunistische Untersuchung – Fledermäuse, Vögel, Amphibien ») élaborée par le bureau d'études Ecorat de mai 2023.

Sur base de l'analyse du rapport environnemental soumis pour avis, il importe de constater que la majorité des remarques formulées dans le cadre de l'avis du 22 mai 2022 n'ont pas été considérées, respectivement que des informations demandées font défaut. Il s'agit notamment :

- de la modélisation (sommaire) des flux de circulation futurs suite à la construction de la nouvelle voie de délestage qui est prévue entre autres (e.a.) à garantir partiellement la viabilisation des nouveaux quartiers ;
- de l'étude hydraulique analysant les impacts de la nouvelle voie mentionnée sur les éléments aquatiques (étang, cours d'eau « Hüscherbaach », cours d'eau temporaire, bassin de rétention existant, etc.) ;
- des visualisations permettant d'évaluer l'intégration paysagère et le maillage écologique du projet routier ;
- des coupes et esquisses permettant d'évaluer l'interaction entre le concept urbanistique des PAPs NQ et le projet de la voie délestage ;
- des informations (évaluation de la fonctionnalité écologique + recherche de solutions de substitutions) concernant le jeune verger traversé par le tracé du projet routier. A savoir que le verger constitue une mesure compensatoire pour les chauves-souris réalisée dans le cadre de la construction du parc éolien « Housen-Pötschent » (n/réf : 84041-M-M-M-M émis en date du 1^{er} avril 2022) ;
- etc.

Les chapitres suivants du présent avis fournissent des précisions quant aux remarques susmentionnées.

Adaptations du projet de modification ponctuelle du PAG entre la première et la deuxième phase de l'EES



Extrait mopo - UEP (décembre 2021)



Extrait mopo - rapport environnemental (mai 2023)

Il convient de constater en plus que la modification ponctuelle soumise pour avis a été adaptée entre la première phase (cf. Extrait mopo - UEP (décembre 2021)) et la deuxième phase de l'EES (cf. Extrait mopo – rapport environnemental (déc. 2023)), à savoir :

- la zone HAB-1 (parcelle 1268/3547) a été superposée par une zone soumise à un PAP NQ (« SD-HS-NQ-22a/HAB-1 » ; zone liserée en rouge) ;
- la parcelle entière 1269/1812 et la partie Ouest de la parcelle 1271/3549 sont prévues d'être classées en tant que zone HAB-1 soumise à l'élaboration d'un PAP NQ supplémentaire (« SD-HS-NQ-22b/HAB-1 » ; zone liserée en bleu) ;

- la délimitation du **tracé du « couloir pour projets routiers »** projetée sur la partie graphique du projet de modification ponctuelle du PAG (plan 1208_04_15_II) a **changé** par rapport à la première phase de l'EES. Selon les auteurs, cette adaptation du couloir pour projets routiers n'aurait pas comme finalité un élargissement des chaussées² ;
- le couloir mentionné prévoit un **accès vers le paysage ouvert au Sud-Est** sans que le rapport environnemental présente des informations plus précises à ce sujet. Ainsi, des incertitudes persistent par rapport au développement futur de la partie Est des terrains soumis pour avis et la voie de délestage. Dans un courrier du 21 février 2023 adressé au MECDD, l'autorité communale exprime son intention de vouloir construire deux bassins de rétention au Nord-Est de la nouvelle voie de délestage.

Evaluation des incidences environnementales (EIE)

Il est rappelé que le **projet d'aménagement urbain (3 PAP's NQ HAB-1)** est susceptible de tomber sous les dispositions de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (loi EIE). Il est regretté que le dossier soumis ne comprend pas d'informations concrètes concernant la surface de scellement du sol de sorte qu'il reste à clarifier ultérieurement si le projet d'aménagement urbain est à soumettre à une vérification préliminaire³ selon l'article 4 de la EIE (annexe IV, point 65 du règlement grand-ducal du 15 mai 2018 établissant les listes de projet soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement (RGD EIE)). Ceci reste à clarifier au niveau des planifications subséquentes.

En plus, le **couloir pour projets routiers** empiète sur le réseau Natura 2000, à savoir la zone spéciale de conservation (ZSC) « Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf Pont » (LU0001002) et la zone de protection spéciale (ZPS) « Vallée supérieure de l'Our et affluents » (LU0002003). Selon l'annexe I point 5⁴ du RGD EIE, le projet routier tomberait sous la section 2 de loi EIE « Section 2 - évaluation des incidences et autorisation des infrastructures de transport ». Par conséquent, une procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement s'impose d'office pour ce projet.

Remarques relatives au bien environnemental « population et santé humaine »

Trafic et nuisances sonores

Dans l'avis de mai 2022, le MECDD partageait la conclusion du bureau d'études selon laquelle des incidences significatives sur le bien environnemental « population et santé humaine » ne puissent pas être exclues de sorte qu'une analyse détaillée au niveau du rapport environnemental s'avérerait nécessaire. Il était indiqué de baser cette analyse sur une modélisation sommaire des flux de circulation vu que la nouvelle voie de délestage planifiée risque de délocaliser certains effets négatifs de la circulation routière au détriment du paysage ainsi que des zones d'habitation existantes.

Or, il convient de constater que ni la **modélisation de trafic sommaire**, ni les **documents de planification de la voie de délestage**, ni les **mesures anti-bruit concrètes (actives et/ou passives)** ont été annexés au dossier soumis de sorte que les bénéfices et conséquences potentiels d'un point de vue environnemental du projet routier ne peuvent pas être réellement évalués à ce stade, ce qui est partagée par les auteurs du rapport⁵.

² „Eine Verbreiterung der Fahrbahn ist innerhalb dieser breiteren Trasse nicht vorgesehen. Es wurden lediglich die für die Aufschüttungen sowie den Straßenrand benötigten Flächen ergänzt.“ (rapport p.12)

³ Au cas où la surface de scellement du sol brut s'élève à une valeur entre 20.000 m² et 100.000 m², le projet de PAP NQ est à soumettre à une vérification préliminaire (RGD EIE, Annexe IV, Point 65)

⁴ RGD EIE Annexe I point 5 : « Nouvelle construction de routes empiétant sur une zone protégée d'intérêt communautaire, une réserve naturelle, une zone de protection immédiate ou une zone de protection rapprochée. »

⁵ « Dies kann im Vorfeld nicht ausgeschlossen werden » (rapport p. 34)

Contrairement à l'appréciation des auteurs du rapport, la servitude « urbanisation – paysage 7 « Hosingen Schwasselsbach » (SU P7) d'une largeur moyenne de 5 m et imposant des plantations ne permettra guère de réduire les nuisances sonores provenant de la nouvelle voie de délestage.

Compte tenu de ce qui précède, la thématique a été évaluée de manière insuffisante.

Pollution du sol/sites potentiellement pollués

Selon les informations du rapport environnemental, il est prévu de classer une partie supplémentaire de la parcelle 1252/4867 en tant que zone ECO-c1 afin d'y aménager à moyen/long terme e.a. une partie de la voie de délestage et d'offrir à l'entreprise locale des surfaces urbanisables/aménageables supplémentaires.

Or, il convient de constater que la parcelle mentionnée est identifiée en tant que **site potentiellement contaminé (SPC)** dans le cadastre des sites potentiellement contaminés (CASIPO) (réf. : SPC/13/1753/VER) de sorte qu'une pollution éventuelle des sols, sous-sols et eaux souterraines ne peut pas être exclue à ce stade.

Il est recommandé de se référer aux indications données par l'Administration de l'environnement (AEV) (voir le site suivant: http://www.environnement.public.lu/dechets/dossiers/sol/sites_contamines/index.html) et/ou de concerter le cas échéant directement avec l'AEV afin de clarifier la gestion du site potentiellement pollué.

Zones calmes rurales potentielles « Unteres Our- und Bleestal » et « Kiischpelt »

Le chapitre 6.1.4 traite les **zones calmes rurales potentielles**⁶. Les auteurs du rapport concluent qu'« *aufgrund der Nutzung als Wohngebiet werden keine Auswirkungen auf diese potentiell ruhigen Gebiete erwartet* » (rapport p. 39). Cette conclusion peut être partagée pour la zone « Kiischpelt » (localisée à l'Ouest de Hosingen), mais pas pour la zone « Unteres Our- und Bleestal ». En effet, les auteurs du rapport environnemental omettent d'évaluer les éventuelles impacts à attendre du projet d'urbanisation et routier sur la zone « Unteres Our- und Bleestal » qui impacteront potentiellement plusieurs éléments récréatifs (circuit auto-pédestre, sentier local, circuit VTT) de manière significative.

Lignes électriques aériennes

Selon la partie graphique soumise, une **ligne électrique à haute tension** passe à quelques mètres à l'Est de la surface. Le Ministre de l'intérieur a déjà recommandé pour des raisons préventives aux bourgmestres par sa circulaire n° 1644 du 11 mars 1994 de ne plus créer des terrains à bâtir à proximité immédiate d'une ligne haute tension, mais d'y prévoir une distance minimale. Mentionnons également, que dans le règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites publié par le Ministère de l'Intérieur⁷, il est proposé que : « *Les constructions abritant des pièces destinées au séjour prolongé de personnes, situées à une distance inférieure à 50 m par rapport à toutes lignes à haute tension aérienne ou au-dessus de lignes à haute tension enterrées, sont interdites* ». Des solutions alternatives n'ont pas été analysées dans le rapport environnemental.

A noter encore que les lignes aériennes d'énergie électrique (> 1kV) tombent aussi sous le champ d'application de la législation relative aux établissements classes et les conditions d'exploitation sont fixées par arrêtés ministériels.

⁶ Les zones calmes rurales comprennent de grandes espaces ouverts, cohérents et intacts d'importance suprarégionale avec une fonction récréative élevée et un développement correspondant pour les loisirs et la récréation. Ainsi, ces espaces spacieux permettent par exemple de grandes promenades sans traverser les zones bruyantes

⁷ <https://mint.gouvernement.lu/de/publications/brochure-livre/reglement-batisses-voies-publiques-sites.html>

Promotion de capteurs solaires et toitures végétalisées

En considérant la stratégie gouvernementale de promouvoir la production d'énergie renouvelable, dont la production d'énergie photovoltaïque et qu'il y lieu de viser e. a. les surfaces de sol destinées à être imperméabilisées, il serait approprié de prendre en compte différentes options (panneaux photovoltaïques, etc.) dans l'élaboration du projet PAP NQ et de les intégrer dans les mesures de suivi du rapport environnemental. Une approche identique pourrait être envisagée pour la promotion des toitures végétalisées dont les effets bénéfiques sont susceptibles de jouer un rôle de plus en plus important dans les contextes (fortement) urbanisés.

Remarques relatives au bien environnemental « flore, faune et biodiversité »

Natura 2000

Le projet soumis pour avis juxta respectivement empiète au Sud et à l'Est sur:

- la zone spéciale de conservation (ZSC) « LU0001002 – Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf Pont » ;
- la zone de protection spéciale (ZPS) « LU0002003 – Vallée supérieure de l'Our et affluents ».

Dans l'avis du 22 mai 2022, le MECDD partageait la conclusion de l'évaluation sommaire des incidences (« screening ») selon laquelle des incidences négatives sur la ZSC pourraient être exclues à condition que l'installation du chantier pour l'aménagement de la voie de délestage se ferait selon les règles de l'art.

Cependant, les conclusions émises à l'époque dans le cadre de l'évaluation sommaires des incidences doivent être remises en question en prenant en compte les remarques suivantes :

- l'évaluation sommaire des incidences évaluait les incidences potentiellement significatives du projet de modification ponctuelle du PAG par rapport aux objectifs de conservation de la ZSC définis par le règlement grand-ducal (RGD) du 6 novembre 2009 portant désignation des zones spéciales de conservation. Or, le RGD précité a entretemps été modifié par le RGD du 24 mai 2023 désignant zone spéciale de conservation et déclarant obligatoire la zone « LU0001002 - Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf Pont ». Ce nouveau RGD induit une adaptation des objectifs de conservation et de la délimitation de la ZSC, ce qui n'a pas été pris en compte dans le rapport environnemental ;
- l'évaluation sommaire datant de décembre 2021 n'évaluait pas les incidences potentielles significatives du projet d'urbanisation et du projet routier sur la ZPS « Vallée supérieure de l'Our et affluents »⁸. Par conséquent, on ne peut pas conclure à ce stade à l'absence d'incidences significatives sur le réseau Natura 2000. L'article 32 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (loi PN) dit que « *tout plan ou projet non directement lié ou nécessaire à la gestion d'une zone Natura 2000 mais susceptible d'affecter cette zone de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, fait l'objet d'une évaluation des incidences sur cette zone eu égard aux objectifs de conservation de cette zone* » (art. 32 (1) loi PN).

⁸ La ZPS « Vallée supérieure de l'Our et affluents » est définie par le règlement grand-ducal du 24 mai 2023 désignant zone de protection spéciale et déclarant obligatoire la zone « Vallée supérieure de l'Our et affluents », et modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2012 portant désignation des zones de protection spéciale.

Par ailleurs, la ZPS mentionnée n'est pas représentée sur la partie graphique du PAG de la commune Parc Hosingen, ce qui est à redresser ;

- la délimitation du corridor pour projets routiers a changé de sorte que sa partie empiétant sur la ZSC et la ZPS a augmenté de manière non négligeable⁹. A ceci s'ajoute que les deux bassins de rétention (cf. courrier du 21 février de l'administration communale du Parc Hosingen) planifiés en zone verte peuvent également avoir des incidences significatives sur les deux zones Natura 2000 vu qu'ils déversent dans le « Hüscherbaach » un affluent l'Our, constituant un objectif de conservation du réseau Natura 2000. N'ont été évalués dans le screening annexé au dossier soumis, ni la délimitation du corridor, ni la construction des bassins de rétention.

Compte tenu de ce qui précède, il faut noter que la compatibilité de cette modification ponctuelle du PAG avec les exigences découlant de la loi PN en matière de Natura 2000 (notamment les articles 32 et 33) n'est pas vérifiée avec la certitude requise dans le rapport environnemental. De ce fait, **il est vivement recommandé de revoir entièrement le volet Natura 2000** et de me soumettre le dossier adapté pour avis avant le deuxième vote du conseil communal. Dans ce contexte, il est renvoyé au règlement grand-ducal du 1^{er} mars 2019 concernant le contenu de l'évaluation sommaire et le contenu de l'évaluation des incidences prévues par la loi PN

Protection des espèces protégées particulièrement

Conformément à l'avis du 10 mai 2022, le rapport environnemental a été complété par une étude faunistique élaborée par le bureau ecorat (mai 2023) afin de clarifier les incidences probables du projet sur les chiroptères, l'avifaune et les amphibiens. Selon les résultats de l'étude de terrain, la présence d'espèces protégées particulièrement sur les fonds soumis pour avis s'est affirmée de sorte que des mesures d'atténuation anticipées (mesures CEF) seront requises.

Les résultats de l'étude ont été transposés, sauf quelques exceptions, correctement au chapitre 6.2.2 du rapport environnemental. Par contre, les mesures d'atténuation retenues et matérialisées au niveau des dispositions réglementaires (partie graphique et partie écrite) du projet de modification du PAG ne permettent pas une protection appropriée du corridor de vol essentiel (structure verte linéaire) sur toute sa longueur. Les paragraphes suivants fournissent des explications supplémentaires par rapport à l'implémentation insuffisante des mesures d'atténuation élaborées par l'expert faunistique. Par ailleurs, aucune mesure d'atténuation n'a été proposée pour le corridor de vol au niveau de la ECO-c1 de sorte qu'il risque d'être détruit dans le cadre de la réalisation du projet routier.

Il convient de constater que les résultats présentés dans le chapitre 3.2.2 de l'étude de terrain divergent de ceux présentés au tableau Nr. 6 du chapitre 4.2 de sorte qu'une incertitude par rapport à l'article 21 de la loi PN persiste pour le Murin de Brandt, la Pipistrelle commune, le Chardonneret élégant et l'Hirondelle des fenêtres. Il est indiqué de revoir cette incohérence au plus tard lors des planifications subséquentes. Le présent avis se base sur le tableau Nr. 6 de l'étude.

En ce qui concerne l'**avifaune**, la surface héberge des sites de reproduction protégés et constitue un territoire de chasse essentiel en vertu de l'article 21 de la loi PN pour plusieurs espèces d'oiseaux sensibles (Bruant jaune, Linotte mélodieuse, Moineau friquet, Fauvette babillarde, Fauvette grisette, Chardonneret élégant, Hirondelle des fenêtres, Hirondelle rustique, Moineau domestique). Les structures vertes linéaires (« langgestreckten Heckensäume ») localisées au centre et à l'Est de la zone HAB-1 ainsi qu'au Sud du projet routier constituent des corridors de chasse avérés pour l'avifaune.

⁹ Surface Natura 2000 touchée au niveau de l'UEP : +- 650 m² (FFH Screening p. 10); surface Natura 2000 touchée au niveau du rapport environnemental : +- 1.150 m² (propre mesure)

Concernant les **chiroptères**, les structures vertes linéaires mentionnées ci-dessus constituent également des habitats et des corridors de vol essentiels¹⁰ protégés en vertu de l'article 21 de la loi PN pour la Sérotine commune, le Murin de Brandt, la Pipistrelle commune et l'Oreillard gris. La mesure proposée par ecorat de maintenir, d'intégrer et de renforcer le corridor de vol localisé au centre de la zone HAB-1 n'a que partiellement été prise en compte dans le rapport et dans la partie réglementaire du projet de modification ponctuelle moyennant une servitude « N – Auf der Schwasselsbach » (SU N-Sch). Concernant la définition de la SU N-Sch, le chapitre III du présent avis fournit des précisions.

A cela s'ajoute que la prolongation du corridor de vol essentiel situé à l'Est du chemin rural n'a pas été superposé par une telle servitude tel que proposé par ecorat¹¹. Le MECDD recommande donc vivement de tenir compte des recommandations de l'expert en la matière et de conserver/protéger également « *die Gehölze am Oberlauf des Huschterbaach* » et « *die randlichen Feuchbrachen, Staudenfluren bzw. Kleingewässer* » en superposant ces zones par la SU N-Sch afin que la fonctionnalité de ce corridor de vol pour l'avifaune et les chiroptères vers l'étang ainsi que vers le paysage ouvert soit garantie sur sa totalité par une protection cohérente (voir également le chapitre « eau » concernant la protection de l'étang).

En outre, l'expert conclut que les chiroptères détectés sont exposés à un risque de collision élevé suite à l'intersection du corridor de vol avec le tracé de la voie de délestage de sorte que la mise en place de deux mesures d'atténuation (« Anlage einer Überflughilfe » (V06) et « Geschwindigkeitsbeschränkung im Bereich der Umgehungsstrasse » (V07)) est proposée. Ces deux mesures n'ont pas été transposées dans la partie réglementaire (ni dans la partie graphique, ni dans la partie écrite). Il s'avère donc nécessaire qu'au moins la mesure d'atténuation V06 soit intégrée aussi dans les dispositions réglementaires de la SU N-Sch.

Concernant les **amphibiens**, l'étang localisé au Nord-Est situé en zone verte constitue un site de reproduction avéré de la Grenouille rousse et du Triton alpestre tombant sous les dispositions de l'article 21 la loi PN. Le tracé du projet routier traverse cet étang et il n'est pas clair s'il peut être conservé ou non de sorte qu'un conflit avec les dispositions de l'article 21 de la loi PN persiste.

Par ailleurs, il est rappelé que les mesures CEF à réaliser en vertu de l'article 27 de la loi PN doivent être localisées à proximité des surfaces impactées sur des terrains disponibles et que ces mesures mentionnées doivent être mises en œuvre et fonctionnelles avant la destruction des biotopes et habitats concernés. Il est rendu attentif à la durée plus ou moins longue jusqu'à la fonctionnalité de type de mesure.

Le guide « CEF-Massnahmen – Leitfaden zur Bewältigung von Beeinträchtigungen bei Eingriffen und Projekten, hinsichtlich einer Auswahl besonders geschützter Arten »¹² publié par le MECDD en décembre 2021 fournit également des informations à ce sujet.

Article 17 de la loi PN

Bien qu'un calcul sommaire des besoins compensatoires fasse défaut dans le dossier soumis pour avis, les auteurs indiquent au chapitre 6.2.3 du rapport environnemental que la destruction des **biotopes et des habitats protégés** selon l'article 17 de la loi PN s'élève à environ 1.200.000 éco-points (+/- 1.000.000 éco-points pour la réalisation des PAPs NQ HAB-1 ; +/- 200.000 éco-points pour

¹⁰ „Die Gehölzstreifen vermittelt von Quartieren in der Ortslage zu den Nahrungsgebieten am östlichen Ortsrand von Hosingen“ (Etude faunistique, p.69)

¹¹ „V02 – Sicherung von faunistisch bedeutsamen Biotopstrukturen: Faunistisch bedeutsame Habitatstrukturen im Bereich der PAP-Fläche bzw. unmittelbar angrenzend sind wo weit wie möglich zu sichern und in die Grünplanung zu integrieren, wodurch Beeinträchtigungen von umliegenden Tiervorkommen verringert bzw. vermieden werden. (...)“

¹² https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/natur/plan_action_especes/Leitfaden-CEF-Massnahmen-Dezember-2021.pdf

la construction du projet routier) sur base de la méthode à appliquer (RGD du 1^{er} août 2018). Selon les informations de l'ANF, une partie de la surface et le jeune verger sont susceptibles de constituer un herbage sensible (habitat d'intérêt communautaire (HIC) protégé selon l'article 17 de la loi PN) respectivement un habitat d'espèce d'intérêt communautaire (HEIC) protégé potentiel de sorte que le bilan sommaire présenté dans le rapport risque d'être sous-estimé. Les bilans écologiques sont à revoir lors des planifications des étapes subséquentes.

Par ailleurs, il convient de constater que plusieurs arbres au niveau de l'étang (« alte Baumgruppe aus Buchen », rapport p. 16) ont été abattus dans les années 2017 et 2018 sans autorisation.

Remarques relatives au bien environnemental « Consommation et Protection du sol »

Consommation du sol/artificialisation du sol

Les auteurs du rapport environnemental déclarent au chapitre 6.5.1 que le projet de modification ponctuelle du PAG prévoit de classer une surface d'environ 5 ha en tant que nouvelle zone destinée à être urbanisée¹³. Toutefois, ce chiffre ne semble pas être correct vu qu'il ne prend apparemment pas en compte :

- le classement de la partie Ouest de la parcelle 1252/4111 (superficie d'environ 5,8 a) se localisant entre la zone HAB-1 et la zone de jardins familiaux (JAR) en tant qu'HAB-1 PAP QE ;
- le classement partiel de la partie Est de la parcelle 1252/4867 (superficie d'environ 29 a) en tant que zone ECO-c1. Cette partie de la nouvelle zone Eco-c1 projetée est superposée partiellement par le couloir pour projets routiers ;
- le classement d'une partie des parcelles 1269/1812 et 1271/3549 (superficie d'environ 6,7 a) en tant que zone HAB-1 PAP NQ-22b (« SD – HS-NQ-22b / HAB-1) superposées partiellement par la SU P7.

Compte tenu de ce que précède, l'extension prévue s'élève plutôt à une superficie d'environ 5,4 ha (5ha + 5,8a +29a +6,7a) au lieu d'environ 5ha.

Les auteurs du rapport environnemental renvoient au plan national pour le développement durable (PNDD) qui allouait à l'époque à la commune Parc Hosingen un seuil d'orientation de la consommation du sol de 33 ha sur une période de 12 ans. Par rapport à ce sujet, il est à noter que le programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2023), entré en vigueur en date du 21 juin 2023, prévoit la définition de seuils théoriques maximums d'artificialisation du sol par commune afin de limiter au niveau national l'artificialisation du sol à 0,25 ha par jour jusqu'à 2035, ceci en tenant compte des projections de la population et de l'emploi du STATEC et de leur répartition territoriale suivant l'armature urbaine visée par le PDAT 2023. Dans une deuxième phase, les efforts de cette première étape (2023-2035) devraient être poursuivis au-delà de 2035 pour tendre vers la « zéro artificialisation nette » à partir de 2050.

Pour la commune Parc Hosingen, le seuil prévu par le PDAT s'élève à 1,07 ha par an, de sorte que l'artificialisation du sol ne devrait pas dépasser 12,9 ha jusqu'à 2035 sur le territoire communal (valeur calculée pour une période de 12 ans), respectivement 17,5 ha jusqu'à 2050.

Le classement prévu dans le cadre du projet de modification ponctuel risque de renforcer la tendance communale de dépasser davantage son seuil théorique maximum d'artificialisation du sol de manière considérable. Rappelons aussi que la construction de la voie de délestage constitue une source supplémentaire d'artificialisation du sol dont la plus-value pas pu être prouvée dans le cadre du rapport environnemental, compte tenu de ses incidences probables.

¹³La surface superposée en tant « couloir pour projets routiers » pour la construction de la voie délestage n'est pas retenue dans cette valeur.

Par ailleurs, les auteurs du rapport environnemental indiquent dans le contexte du nouveau PDAT que « *Hosingen soll in diesem Rahmen Flächenpotential für Wohnen und Aktivitäten bereitstellen, welches in Vianden aufgrund seiner naturräumlichen und topographischen Lage nur bedingt verfügbar ist* » (rapport p. 61). Or, le PDAT classe la commune Parc Hosingen en tant qu'une commune à développement endogène (Eigenentwicklung) et ne semble pas proposer une telle approche.

Concernant l'envergure de la surface, voir le chapitre dédié aux solutions de substitution.

Remarques relatives au bien environnemental « eau »

Zones inondables et crues subites

Il est constaté que le projet ne se trouve pas en zone inondable et qu'il n'est que ponctuellement exposé à un risque de crues subites dont la gestion semble être suffisamment assurée par la prise en compte du talweg dans le concept d'urbanisation des zones PAPs NQ HAB-1.

Eaux de surface

Plusieurs éléments du **milieu aquatique** sont **concernés** par le classement de cette zone HAB-1 et du projet routier prévu, à savoir :

- le cours d'eau « Huschterbaach » (liséré en bleu), dont la protection en tant qu'affluent du cours d'eau « Our » est un des objectifs de protection spécifique des zones Natura 2000 ;
- un étang naturel (liséré en jaune) déversant dans la « Huschterbaach » ;
- un cours d'eau temporaire drainant le bassin de rétention existant (liséré en rouge) dans la zone BEP-et et déversant finalement par un petit vallon à l'Est dans la « Huschterbaach ».



Orthophoto 2022 : les milieux aquatiques encerclés impactés pot. ; ZSC et ZPS représenté par la surface verte

La partie graphique de la modification ponctuelle du PAG révèle que notamment le couloir pour le projet routier passe directement à travers les trois eaux de surface susmentionnées de sorte que

les auteurs du rapport environnemental ne peuvent exclure des pollutions potentiellement significatives des eaux de surface¹⁴. Le MECDD partage cette conclusion.

A part la prédite réflexion menée par les auteurs, la thématique des eaux de surface n'a pas été évalué à suffisance dans le rapport environnemental.

Les remarques suivantes sont à considérer :

- Les auteurs du rapport n'ont que brièvement thématiqué les éléments du milieu aquatique existants afin d'évaluer les conséquences de cette modification ponctuelle et notamment du tracé du projet routier à long terme. Ainsi, les mesures proposées dans le rapport ne permettent guère d'exclure des incidences significatives sur le bien environnemental « eau ».
- Concernant le cours d'eau « Hüscherbaach », affluent de l'Our et constituant en tant que cours d'eau un objectif de conservation des zones Natura 2000, voir le chapitre dédié au volet Natura 2000.
- Les auteurs indiquent dans le rapport environnemental que la future voie de délestage nécessitera probablement des travaux de remblayage (« Aufschüttungen ») qui peuvent également avoir des incidences négatives sur le cours d'eau « Hüscherbaach », l'étang et le cours d'eau temporaire, ce qui n'a pas été évalué.
- Le rapport environnemental ne fournit pas d'informations concernant un éventuel maintien du cours d'eau « Hüscherbaach » et de l'étang dans le projet d'aménagement urbain (PAPs NQ HAB-1 et/ou projet routier). Il importe de prévoir dans le cadre des planifications subséquentes un ouvrage de franchissement qui permet d'éviter toute modification du cours d'eau et de l'étang.
- Trois bassins de rétention sont planifiés au lieu-dit « auf der Schwasselsbach » afin de pouvoir développer le projet d'aménagement urbain :
 - le nouveau bassin de rétention prévu pour la gestion des eaux superficielles de la nouvelle voie de délestage à l'Est de la route de délestage en zone verte (représenté sur le plan de concept à la page 57 du rapport),
 - le bassin de rétention existant en zone BEP-et prévu d'être déplacé en zone verte suite à la construction de la voie de délestage qui passe ponctuellement à travers le bassin existant,
 - les bassins de rétention à l'intérieur des PAPs NQ.

Il importe de constater que les auteurs du rapport environnemental restent quasiment muets quant aux bassins de rétention planifiés en zone verte. Le courrier de la commune du 21 février 2023 expliquant que le bassin de rétention représenté sur le plan de concept (p.57 du rapport) serait nécessaire pour la gestion des eaux superficielles de la voie délestage et que le bassin de rétention existant lié à la Z.A.E.R. devrait être déplacé vers le nouveau bassin de rétention projeté afin de « regrouper » *deux bassins de rétention à un endroit bien appropriés à ces fins* » n'a pas été considéré dans le dossier soumis pour avis. Les auteurs se contentent d'indiquer que « *da die Verbindungsstrasse auch unabhängig von der PAG-Änderung*

¹⁴ „Bei einer baulichen Nutzung des Plangebietes besteht das Risiko einer Verschmutzung über abfließendes Wasser.“ (rapport p. 55)

umgesetzt wird, bleibt eine teilweise Verlegung der Retentionsanlage und eines Feldweges erforderlich ».

- Concernant les bassins de rétention planifiés en zone verte, il importe de se concerter avec le service Autorisations de l'ANF et l'AGE afin de clarifier la faisabilité et la réalisation des deux constructions en cet endroit précis en zone verte. A noter que l'AGE a demandé dans son avis¹⁵ du 19 juillet 2023 de faire élaborer une étude de faisabilité concernant le déplacement du bassin de rétention de la Z.A.E.R Hosingen. En effet, cette étude vise à analyser explicitement les impacts sur le cours d'eau « Huschterbaach » vu que l'autorité communale prévoit de déverser l'ensemble des eaux superficielles provenant des deux bassins de rétention dans le cours d'eau « Huschterbaach ».
- Enfin, le rapport environnemental ne contient pas l'étude hydraulique demandée dans l'avis de mai 2022. Lors des planifications subséquentes une telle étude sera requise afin de connaître avec certitude les incidences potentiellement significatives du projet d'urbanisation et routier sur les eaux de surface. Dans ce contexte, il importe de se concerter avec l'AGE concernant les détails à évaluer dans le cadre de cette étude. Les conclusions sont également à considérer dans le contexte de l'évaluation sommaire des incidences.

Compte tenu de ce qui précède, le volet des eaux de surface et notamment l'évaluation des conséquences du projet routier (p.ex. la construction d'un nouveau bassin, l'éventuel remblayage du cours d'eau et de l'étang, etc.) et la mise en évidence d'éventuelles modifications à long terme (p.ex. déplacement d'un bassin de rétention existant) n'ont pas été évalués à suffisance dans le rapport.

Le chapitre III du présent avis fournit des précisions relatives à la protection adéquate des bandes rivulaires et des berges du cours d'eau et de l'étang moyennant une zone de servitude urbanisation appropriée.

Assainissement

Les auteurs du rapport environnemental indiquent que la station d'épuration de Hosingen disposant d'une capacité de 2000 équivalent habitant (EH) se trouve en situation de surcharge. Par conséquent, il est planifié d'évacuer les eaux usées générées par les nouveaux habitants vers la station d'épuration de Stolzembourg (capacité totale de 5.000 EH) qui dispose actuellement encore d'une réserve des capacités épuratoires de 3.300 EH. Le raccordement, notamment les variantes pour les conduites, à la STEP de Stolzembourg aurait dû être pris pour sujet dans le rapport environnemental.

Comme évoqué par les auteurs du rapport environnemental, le raccordement de la nouvelle zone destinée à être urbanisée à une station d'épuration disposant encore des réserves épuratoires constitue une condition préalable à la modification ponctuelle du PAG de la commune Parc Hosingen conformément à l'article 46 (3) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Eaux souterraines et eaux potables

La zone HAB-1 et le projet routier ne se situent :

- ni dans une zone de protection de captages utilisés pour la distribution d'eaux destinées à la consommation humaine,
- ni à proximité d'une installation de captage ou de prélèvement d'eau existant aux fins prémentionnées,

¹⁵ AGE, 19 juillet 2023 : *lettre concernant le déplacement du bassin de rétention dit Z.A.E.R à Hosingen*

- ni à proximité d'un point de surveillance de l'état des masses d'eau souterraine,
- ni dans une zone de restriction de profondeur pour les sondes géothermiques verticales.

Selon le rapport environnemental, l'approvisionnement en eau potable de la zone de planification est assuré par le « Réservoir Hosingen ».

Selon l'avis de l'Administration de la gestion de l'eau, les éléments suivants sont à fournir dans le cadre d'une **demande d'autorisation relative à l'eau**:

- le principe détaillé de l'implantation de la voie de délestage (y inclus un potentiel ouvrage de franchissement), des installations connexes (bassins de rétention, etc.) et des zones PAPs NQ élaborées sur base des remarques précitées,
- le principe détaillé de la gestion des eaux pluviales et des mesures projetées (p.ex. réalisation des bassins de rétention et des fossés ouverts, l'infiltration naturelle) au sein des PAPs NQ HAB-1 et la zone verte. A savoir que le débit du cours d'eau « Huschterbaach » est à considérer afin d'éviter que ce milieu aquatique sera pas impacté de manière significative par les masses d'eaux en provenance des bassins de rétention,
- les informations concernant l'évacuation et traitement des eaux usées (type de rejets attendus, charge polluante générée estimée, station d'épuration destinataire, capacité de la station d'épuration capacité restante de la station d'épuration, etc.). A savoir qu'un certificat d'assainissement établi par l'exploitant de la station d'épuration confirmant la disponibilité de la capacité nécessaire est également à joindre.

Remarques relatives au bien environnemental « paysage »

Dans l'avis de mai 2022, le MECDD avait imposé que le bien environnemental « paysage » mérite une analyse détaillée dans le rapport environnemental vu la superficie de la surface, sa localisation en bordure du tissu urbain et sa situation exposée à la vue. Par ailleurs, la zone empiète sur le GEP « Vallée de l'Our » du PSP et la partie Est du projet routier traverse un paysage ouvert composé d'éléments naturels marquants (cours d'eau, étang, structures vertes, vallon). Enfin, le projet routier empiètera également sur une topographique marquante à l'Est qui impliquerait des travaux d'aménagement importants.

Afin d'analyser les impacts liés au paysage, j'avais demandé que l'évaluation de l'intégration du paysage devrait englober l'ensemble de la surface à développer y incluse la voie de délestage afin de pouvoir prendre en compte les résultats des évaluations dans le schéma directeur et les zones de servitude.

Des visualisations de la voie de délestage et du projet urbain ainsi que des coupes et des esquisses ont été demandées dans l'avis précité afin de pouvoir mieux évaluer l'insertion des projets dans le paysage et de développer des mesures d'atténuation.

Force est de constater que le rapport environnemental n'a majoritairement pas tenu compte des remarques susmentionnées. Même si les auteurs du rapport environnemental ont correctement décrit que les projets s'inscrivent dans un paysage d'une certaine qualité pour lequel des impacts négatifs ne peuvent être exclus, la thématique a été traitée d'une manière déficitaire dans le rapport.

En effet, le bien environnemental « paysage » n'a pas été analysé en détail, les coupes et visualisation font défaut. Une réelle analyse critique de l'esquisse « Konzeptplan », du projet routier et de leurs impacts paysagers n'a pas eu lieu.

Par ailleurs, les auteurs se contentent de proposer des mesures classiques pas suffisamment adaptées à la situation concrète (« lockere und durchgrünte Bebauung », « Eingrünungsmaßnahmen mit heimischen Arten in ortstypischer Zusammensetzung », « Farb- und

Materialwahl sollte naturnah und ortstypisch erfolgen ») et concluent que la zone de servitude « urbanisation – paysage » (SU-P7) définie dans la partie réglementaire permettra de réduire les impacts liés au paysage. Le MECDD ne partage pas cette conclusion car :

- la largeur de la zone SU-P7 n'est pas suffisante, d'autant plus qu'elle a été réduite de la première à la deuxième phase de l'EES (réduction de 10 mètres en moyenne à 5 mètres en moyenne) sans que le rapport fournisse des informations précises ;
- la plantation d'un écran de verdure sur au moins 40% des surfaces couvertes par la SU-P7 n'est pas suffisante pour garantir une bonne intégration paysagère.

En somme, la seule SU-P7 ne permet pas une intégration paysagère adéquate à cet endroit sensible et devra être revue. Le chapitre III du présent avis fournit des précisions quant au libellé de la zone.

A ceci s'ajoute qu'aucune mesure appropriée (p.ex. par une SU) n'a été définie au Sud du futur projet routier afin de garantir une transition harmonieuse des PAPs NQ et de cette infrastructure routière dans le paysage ouvert.

Il est recommandé d'élaborer au niveau des planifications subséquentes un manuel paysager définissant les lignes directrices majeures du maillage écologique intra-urbain en intégrant p.ex. un maximum des biotopes protégés dans les PAPs à élaborer et de prévoir une conception urbanistique végétalisée et pas trop dense/assouplie en verdissant surtout les jardins privés et les espaces des rues par la plantations d'arbres et haies indigènes et adaptés à la station

Remarques relatives à la recherche de solutions de substitution

Le chapitre 8 du rapport environnemental se rapporte à la recherche de solutions de substitution demandée dans l'avis du 10 mai 2022 concernant aussi bien les zones PAPs NQ HAB-1 que le tracé de la voie de délestage.

En ce qui concerne la recherche de sites alternatifs pour l'aménagement de **zones PAPs NQ HAB-1**, les auteurs du rapport expliquent que le potentiel de développement dans les directions Nord (renfort du développement tentaculaire existant), Ouest (contournement de Hosingen limitant le développement de la localité en cet endroit) et Sud (zone d'activités économiques en tant qu'affectation non compatible avec le logement) de la localité de Hosingen est très limité voire inexistant. En effet, le site alternatif le plus prometteur se localise au Nord-Est de la localité au lieu-dit « Lausebur »¹⁶ et constituerait une extension d'une zone HAB-1 PAP NQ superposée d'une zone d'aménagement différée (ZAD) permettant d'arrondir le tissu urbain. Finalement, les auteurs n'évaluent pas plus en détail la surface au lieu-dit « Lausebur », ce qui est regretté vu les potentiels avantages par rapport à la surface « auf der Schwasselsbach » (p.ex. distance importante par rapport au cours d'eau « Fallbech », accès routier existant et viabilisation existante passant par le nouveau quartier, réserve foncière¹⁷ etc.).

Il y a lieu de souligner que la recherche de solutions présentée au chapitre précité manque de pertinence et semble vouloir persuader le lecteur du rapport environnemental qu'une extension du périmètre au lieu-dit « auf der Schwasselsbach » serait sans alternative. Par contre, il aurait été nécessaire de considérer au moins le fonds au lieu-dit « Lausebur » plus en détail et de comparer les avantages et inconvénients du site sur base de critères clairs (statut du terrain dans le PAG en vigueur, disponibilité, localisation, possibilités d'extension, enjeux environnementaux, etc.) par rapport à la surface au lieu-dit « auf der Schwasselsbach ». D'autant plus, une réduction de la surface « auf der Schwasselsbach », comme initialement demandé dans le cadre de l'avis du 10 mai

¹⁶ „Eine sinnvolle Neuerschliessung könnte hier gegebenenfalls nördlich der oben genannten bestehenden HAB-1 erfolgend (cf. Abbildung 64, rapport environnemental p. 74)

¹⁷p.ex. surface HAB-1 PAP NQ au lieu-dit « Lausebur » à Hosingen d'une superficie d'environ 2,85ha, surface HAB-1 PAP NQ localisée à l'Ouest de la localité de Consthum d'une superficie d'environ 2,95 ha, surface HAB-1 PAP NQ localisée au Nord-Est de Holzthum d'une superficie d'environ 1,89 ha, surface HAB-1 PAP NQ localisée au lieu-dit « an der Deckt » à Dickt d'une superficie d'environ 1,1 ha, etc.

2022, n'est pas évaluée dans le chapitre 8, ce qui constitue une faiblesse supplémentaire du dossier. En somme, l'argumentaire présenté au chapitre précité ne correspond pas à une vraie recherche de solution de substitution, mais plutôt à une analyse sommaire du potentiel du développement de la localité.

Quant à la **voie de délestage**, il faut renvoyer à l'avis datant du 10 mai 2022 qui invitait explicitement les auteurs du rapport environnemental de développer « *également des solutions et des concepts d'aménagements alternatifs tant pour le classement de la zone HAB-1 PAP NQ que pour le tracé de la voie de desserte* », notamment en vue de la protection des deux zones Natura 2000 (demande de proposition d'un tracé en-dehors des zones Natura 2000) et des éléments éco-hydrologiques (tracé alternatif permettant la protection de l'étang et du cours d'eau « Huschterbaach »). Or, il convient de constater que le rapport se contente de conclure que l'emplacement du projet routier est nécessaire en cet endroit précis (y inclus les accès prévus) afin de viabiliser d'un côté, les nouveaux quartiers HAB-1 et de permettre de l'autre côté, la réduction du trafic à l'intérieur de l'agglomération du Parc Hosingen. Le MECDD regrette vivement que les auteurs du rapport environnemental ont laissé passer l'opportunité afin de présenter et de discuter un concept de viabilisation alternatif développé sur base du réseau routier existant (sans la nouvelle voie de délestage planifiée). Dans ce cas de figure clairement favorisé par le MECDD, la nouvelle voie de délestage ne serait pas forcément nécessaire pour la viabilisation des nouveaux quartiers d'habitation. A ce stade, le rapport environnemental n'a pas pu prouver la réelle nécessité de la voie de délestage sur base d'informations concrètes.

En somme, il convient de constater que le rapport environnemental ne tient qu'insuffisamment compte des consignes et exigences formulées dans l'avis du 10 mai 2022. En effet, de nombreux aspects auraient mérité une analyse plus détaillée afin d'exclure des incidences potentielles négatives. Ainsi, il convient de constater que le rapport environnemental est d'une qualité insuffisante qui résulte notamment :

- d'une évaluation trop sommaire du projet d'aménagement urbain entier (zones PAPs NQ HAB-1 et la voie de délestage) permettant d'en déduire les effets secondaires, cumulatifs et synergétique (p.ex. charge du trafic, nuisances sonores, etc.),
- de l'évaluation du projet routier se limitant à quelques informations pas suffisantes et peu pertinentes présentées de manière ponctuelle sans qu'une vue d'ensemble s'en dégage, malgré le fait que la voie de délestage est prévu pour desservir également la nouvelle zone à urbaniser,
- du manque d'évaluation avec la certitude requise par la loi PN de la comptabilité du projet d'aménagement urbain et de la voie de délestage avec les zones Natura 2000,
- des mesures d'atténuation (SU N-Sch & SU P7) trop sommaires et partiellement incohérentes en vue de la protection des espèces particulièrement protégées et l'intégration paysagère des projets d'aménagement urbains (PAPs NQ HAB-1 et voie de délestage),
- de l'évaluation insuffisante du bien environnemental « eau »,
- de l'évaluation déficitaire des solutions de substitution, notamment en ce qui concerne la voie de délestage.

En guise de conclusion, il convient de constater que le rapport environnemental ne permet pas d'exclure au niveau du PAG des incidences potentiellement significatives sur les biens environnementaux « population et santé humaine », « flore, faune et biodiversité », « eau », « sol » et « paysage ».

Compte tenu du présent avis, il est recommandé de revoir le rapport environnemental et de le me soumettre pour un avis complémentaire avant le deuxième vote du conseil communal (voir également mon avis en vertu de l'article 5 de la loi PN).

III. PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT GENERAL

L'Administration communale Parc Hosingen a soumis pour avis le rapport environnemental élaboré par le bureau d'études Oeko-Bureau s.à.r.l se rapportant à la modification ponctuelle du PAG de la commune Parc Hosingen concernant des fonds sis au lieu-dit « Auf der Schwasselsbach » (version mai 2023). En effet, le projet prévoit de classer une surface d'environ 6 ha en tant que zone HAB-1, zone ECO-c1 et zone BEP-et.

La zone HAB-1 (exécutée via 3 PAPs NQ) constitue majoritairement une nouvelle zone destinée à être urbanisée d'environ 5 ha qui jouxte une nouvelle voie de délestage en planification et la zone ECO-c1. Son bord Sud/Sud-Est est superposé d'une servitude SU P7. Par ailleurs, la servitude SU N-Sch prévoit le maintien d'une haie traversant la zone PAP NQ HAB-1 d'Est en Ouest.

Remarques concernant la partie réglementaire du projet de modification ponctuelle

La démarche adoptée par la commune pour identifier et/ou régler un certain nombre de problèmes environnementaux pertinents au niveau du PAG par le biais de servitudes est généralement appréciée. Dans ce contexte, les remarques suivantes s'imposent :

- Il est nécessaire de revoir la définition de la **zone de servitude urbanisation N - „Auf der Schwasselsbach“ » (SU N-Sch)**. La servitude se définit actuellement comme suit :

« La servitude « urbanisation - milieu naturel » Auf der Schwasselsbach » vise le maintien d'une haie traversant la zone soumise à PAP NQ d'Est en Ouest et jouant un rôle important pour les chiroptères. La destruction ou la réduction de la haie est interdite. Par dérogation à ce qui précède, est autorisée l'aménagement d'un seul accès carrossable et de deux liaisons piétonnes / cyclables traversant la haie. »

Or, le libellé doit intégrer également les recommandations formulées par l'expert faunistique, dont notamment :

- la zone tampon non constructible d'une largeur d'au moins de 30m autour du corridor de vol¹⁸,
- la mesure d'atténuation « Überflughilfe » (V06) nécessaire au niveau de l'intersection du corridor de vol et le projet routier,
- le développement subséquent/approprié du corridor de vol par la plantation de nouvelles haies et arbres¹⁹ complémentaires au maintien de la haie,
- une limitation précise des largeurs de l'accès carrossable et des deux liaisons piétonnes/cyclables selon les besoins des aménagements mentionnés afin de préserver un maximum de la haie vive protégée.

Aussi, il est indiqué d'ajouter le libellé suivant : « Au cas où la zone « auf der Schwasselsbach » sera soumise à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » (PAP NQ), les éléments naturels concernés et superposés par la servitude SU N-Sch doivent être intégrés et sont à indiquer sur la partie graphique du PAP NQ ».

¹⁸ „entlang des Gehölzstreifens ist ein Grünkorridor mit einer Breite von mindestens 30 Metern von einer Wohnbebauung freizuhalten“ (étude faunistique p. 69)

¹⁹ „Der Grünkorridor ist durch eine naturnahe Gestaltung, etwa durch Anpflanzung von weiteren Gebüschgruppen und höher aufwachsenden Einzelbäumen in seiner Funktionalität als Leitlinie und Korridor für Fledermäuse zu entwickeln und aufzuwerten“ (étude faunistique, p. 69)

Par ailleurs, il serait judicieux de superposer également les structures vertes à l'Est du chemin rural du PAP NQ HAB-1 par la SU N-Sch. Des informations supplémentaires sont présentées dans le chapitre « flore, faune et biodiversité » du présent avis.

- Il importe de définir une **zone de servitude urbanisation spécifique intitulée, par exemple, « SU E - « Auf der Schwasselsbach »**, dont le libellé pourrait être formulé de manière suivante:

La zone de servitude « urbanisation - cours d'eau « Auf der Schwasselsbach » » contribue à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau en vertu de la directive cadre sur l'eau (2000/60/CE) conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Cette servitude « urbanisation - cours d'eau « Auf der Schwasselsbach » », située de part et d'autre du cours d'eau « Huschterbaach », dont la largeur est de 5 mètres, est mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau « Huschterbaach », et comprend une bande enherbée ou boisée.

Dans cette servitude, toute nouvelle construction, toute modification du terrain naturel ainsi que tout changement de l'état naturel sont prohibés. Cependant, des exceptions concernant des infrastructures techniques spécifiques telles qu'un pont routier, un bassin d'orage ou toute autre construction de type « ponctuelle » ou des aménagements et des travaux d'utilité publique, mais aussi des mesures de renaturation pourront être autorisées si aucun impact négatif sur le cours d'eau et sa berge est démontré.

Il s'agit d'assurer une protection efficace du cours d'eau et de sa berge et de contribuer au maintien des fonctionnalités naturelles du cours d'eau.

Par ailleurs, la zone de servitude « SU E – Auf der Schwasselsbach » est également à prévoir afin de protéger l'étang naturel qui est potentiellement impacté de manière significative par la voie de délestage.

- Une **zone de servitude urbanisation – paysage P7 „Auf der Schwasselsbach“ (SU P7)** a été définie au bord Sud et Sud-Est de la zone PAP NQ HAB-1. Selon le libellé, cette servitude « vise la création d'une zone tampon par rapport à la future route de desserte liant la « Hauptstrooss » et le « Eesberwee » et l'intégration paysagère de la zone HAB-1 « Auf der Schwasselsbach » dans le paysage ouvert.

Elle prévoit la plantation « (...) d'un écran de verdure composé d'arbres, d'arbustes et de baliveaux non invasives et adaptés aux conditions stationnelles sur au moins 40% des surfaces couvertes par la servitude est de rigueur. » Or, il est indiqué d'élargir la servitude SU P7 à au moins de 10 mètres en moyenne sur la partie graphique du projet de modification ponctuelle du PAG imposant une couverture de plantation d'au moins 80% sur les fonds concernés par la servitude moyennant des plantations arbustives ou arborées d'essences indigènes et adaptées au site.

Aussi, il est indiqué d'ajouter au 3^e paragraphe le libellé suivant : « Il convient de prévoir une certaine variabilité de ces aménagements paysagers, non seulement en vue de garantir une interface entre l'urbanisation et le paysage environnant, mais également en vue d'en entrecouper une linéarité trop accentuée ».

Enfin, les dispositions suivantes sont également à ajouter : « Dans le cas de l'installation d'un système d'éclairage, le choix et l'installation de dispositifs d'éclairage devront être fait de manière à minimiser l'impact sur l'activité nocturne des chauves-souris et insectes » et « Le plan

d'aménagement particulier « nouveau quartier » doit préciser les plantations et aménagements paysagers à réaliser. »

Il est salué que la zone PAP NQ HAB-1 est identifiée en tant que surface soumise aux dispositions des articles 17 et 21 de la loi PN. Par ailleurs, il est vivement conseillé que les identifications des biotopes protégés sur la partie graphique sont uniformisées sur base de la loi PN actuelle. Cette approche contribuerait à une meilleure compréhension du PAG.

Il importe de définir pour le projet d'aménagement urbain (3 PAPs NQ HAB-1 et voie de délestage) que l'éclairage devra être adapté aux chauves-souris et les insectes selon les règles de l'art (uniquement des lampes équipées de détecteurs de mouvements, lampes avec optique dirigeant le flux lumineux vers le bas etc., voir également les guides publiés y relatifs²⁰).

D'autant plus, il importe de représenter graphiquement la ZPS « Vallée supérieure de l'Our et affluents » dans la partie réglementaire du PAG de la commune Parc Hosingen selon les RGD du 24 mai 2023 désignant zone de protection spéciale et déclarant obligatoire la zone « Vallée supérieure de l'Our et affluents ».

Finalement, je tiens à vous rappeler que le vote du conseil communal en vertu de l'article 14 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain me devra être transmis pour approbation conformément à l'article 5 de la loi PN, alors que la délimitation de la zone verte est modifiée par le présent dossier.

Mes services se tiennent à votre disposition pour clarifier d'éventuelles questions en relation avec le présent avis.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



Marianne MOUSEL
Premier Conseiller de Gouvernement

Copie pour information :
Ministère de l'Intérieur
Administration de la nature et des forêts
Administration de l'environnement
Administration de la gestion de l'eau

²⁰ <https://environnement.public.lu/dam-assets/actualites/2018/06/Leitfaden-für-gutes-Licht-im-Aussenraum.pdf>;
<https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/natur/biodiversite/infrastructures-vertes/pollution-lumineuse-GDL-mai2021-BD-planches.pdf>



N/Réf: 101684

Dossier suivi par : Cynthia Schneider &
Nicolas Schmitz

Tél : 247-86865/247 86819

Email: cynthia.schneider@mev.etat.lu
/ nicolas.schmitz@mev.etat.lu

**Loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant
la protection de la nature et des ressources naturelles**

**Avis ministériel concernant le projet de modification ponctuelle du
plan d'aménagement général (PAG) de la commune Parc Hosingen concernant
des fonds sis au lieu-dit « Auf der Schwasselsbach »**

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après loi PN) ;

Vu plus particulièrement son article 5 en vertu duquel tout projet de modification de la délimitation de la zone verte découlant du vote du conseil communal conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est soumis à l'avis du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ;

Considérant qu'il s'agit d'un avis relevant de la procédure d'approbation du plan d'aménagement général respectivement de la modification ponctuelle de celui-ci et revêtant de ce fait un caractère réglementaire, les critères d'appréciation en la matière sont circonscrits par les objectifs de ladite loi tels que déterminés dans son article 1^{er}, libellé à savoir

- la sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel ;
- la protection et la restauration des paysages et des espaces naturels ;
- la protection et la restauration des biotopes, des espèces et de leurs habitats, ainsi que des écosystèmes ;
- le maintien et l'amélioration des équilibres et de la diversité biologiques ;
- la protection des ressources naturelles contre toutes dégradations ;
- le maintien et la restauration des services écosystémiques ;
- l'amélioration des structures de l'environnement naturel.

Considérant qu'il s'ensuit que le choix des surfaces destinées à être urbanisées devrait se porter prioritairement sur des terrains ne représentant pas ou peu de sensibilités environnementales ;

Considérant l'article 17 de la loi PN relatif à la protection des biotopes protégés, des habitats d'intérêt communautaire ainsi que des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de

conservation a été évalué non favorable et l'obligation de réalisation de mesures compensatoires en cas de réduction, destruction ou changement des milieux naturels précités ;

Considérant l'article 21 de la loi PN en vertu duquel la destruction des sites de reproduction et des aires de repos et d'hibernation des espèces animales protégées particulièrement est interdite et considérant que tout corridor majeur de déplacement et toute aire de chasse essentielle y fonctionnellement liés font partie des sites et aires protégés mentionnés par l'article 21 ;

Considérant l'article 33 de la loi PN aux termes duquel le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions ne marque son accord sur le plan ou projet que si celui-ci ne porte pas atteinte à l'intégrité d'une zone Natura 2000 ;

Considérant que, par la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes, le législateur a instauré un système d'évaluation préalable au niveau de la planification des plans et programmes et que la plus-value de la prédite loi réside dans le fait que sa juste application devrait permettre d'aboutir à une sécurité juridique à un niveau de planification suffisamment précoce et d'éviter le scénario que les études d'impact requises à des stades ultérieurs de la procédure concluent à la non-faisabilité du projet ;

Avis

Vu le projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général (PAG) tel que soumis au conseil communal Parc Hosingen dans sa séance du 25 mai 2023 ;

Considérant que le projet de modification ponctuelle du PAG prévoit le classement d'une surface d'environ 6 ha en tant que zone d'habitation 1 (HAB-1), zone d'activités économiques communale type 1 (ECO-c1) et zone de bâtiments et d'équipements publics – équipements techniques alimentation en eaux potables, assainissement et rétention des eaux (BEP-et);

Considérant que le projet de modification ponctuelle définit un couloir pour projets routiers au bord des prédites nouvelles zones destinées à être urbanisées en zone verte ;

Considérant que les trois plans d'aménagement particuliers « nouveau quartier » (PAPs NQ) HAB-1 viabilisés ponctuellement par la nouvelle voie de délestage risquent d'avoir des incidences significatives négatives sur l'environnement (voir avis selon l'article 7.2 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes (loi EES) pour de plus amples précisions) ;

Considérant qu'aucune évaluation sommaire des incidences selon l'article 32 de la loi PN n'a été réalisée pour la zone de protection spéciale (ZPS) « LU0002003 – Vallée supérieure de l'Our et affluents » ;

Considérant que les conclusions de l'évaluation sommaire des incidences selon l'article 32 de la loi PN évaluant les incidences sur la zone spéciale de conservation (ZSC) « LU0001002 - Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf Pont » ne peuvent être partagées en l'absence d'une évaluation pertinente de la voie de délestage desservant également la nouvelle zone destinée à être urbanisée et qui en fait donc partie intégrante ;

Considérant que le ministre ne peut marquer son accord sur le classement des nouvelles zones destinées à être urbanisées et le couloir pour projets routiers lieu-dit « auf der Schwasselsbach » selon l'article 33 de la loi PN (voir avis selon l'article 7.2 de la loi EES pour de plus amples précisions) ;

Considérant que le classement des nouvelles zones destinées à être urbanisées et le couloir pour projets routiers risquent d'entrer en conflit avec les dispositions de l'article 21 de la loi PN vu la présence avérée d'espèces protégées particulièrement ;

Considérant que les nouvelles zones destinées à être urbanisées et le couloir pour projets routiers se situent à l'entrée Sud-Est du village dotée d'une certaine qualité éco-paysagère et que la zone de servitude urbanisation – paysage P7 « Auf der Schwasselsbach » (SU P7) ne permet pas une intégration paysagère suffisante à cet endroit ;

Considérant que les modifications de la délimitation de la zone verte soumises pour avis sont contraires aux objectifs de l'article 1 de la loi PN, je ne peux pas aviser favorablement le projet de la modification ponctuelle ;

Considérant que le classement des terrains au lieu-dit « Schwasselsbach » peut en principe, sur base d'un concept plus cohérent et moins impactant, constituer un arrondissement raisonnable de la localité de Hosingen ; qu'il est indiqué de me soumettre pour avis avant le vote final par le conseil communal un dossier modifié (adaptation de la servitude SU N-Sch pour assurer la continuité du corridor de vol essentiel, adaptation de la SU P7 pour garantir une intégration paysagère plus conséquente, adaptation du concept de desserte du projet, suppression éventuelle de la voie de délestage) et complété par une évaluation révisée des incidences sur les zones Natura 2000 ;

Je tiens à vous rappeler que le vote du conseil communal en vertu de l'article 14 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain me devra être transmis pour approbation conformément à l'article 5 de la loi PN, vu que la délimitation de la zone verte est modifiée par le présent dossier.

Mes services se tiennent à votre disposition pour clarifier d'éventuelles questions en relation avec le présent avis.

Pour la Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



Marianne MOUSEL
Premier Conseiller de Gouvernement

Copie pour information : Ministère de l'Intérieur
 Administration de la nature et des forêts
 Administration de l'environnement
 Administration de la gestion de l'eau

